

Déployer les études de genre en économie politique ?

La Revue de la Régulation souhaite stimuler de nouvelles réflexions sur l'apport de la notion de genre en économie politique. Les contributions pourront s'inscrire dans les 4 axes suivants.

1- Investiguer au prisme du genre de nouveaux champs de la discipline économique

Ce numéro thématique a pour ambition de susciter des articles réflexifs sur « genre et économie politique » s'appuyant sur des thèmes habituellement peu étudiés sous l'angle ou avec un questionnement en termes de genre : genre et système productif, genre et entreprise, genre et mondialisation financière, genre et monnaie, genre et crise économique, genre et environnement, genre et communs, etc. Les approches comparatives (entre pays, périodes, courants de pensée, etc.) sont particulièrement bienvenues.

2- Proposer de nouveaux regards sur des champs ayant déjà et souvent donné lieu à publications :

- Genre et économie du développement
- Genre, conventions, indicateurs, mesures en économie politique
- Histoire de la pensée économique au prisme du genre
- Genre, travail et famille (sur ce thème, devant le grand nombre de travaux d'économie appliquée sur les inégalités hommes/femmes du point de vue salarial, de l'emploi et des relations entre famille et travail, des articles plus réflexifs et de synthèse seront privilégiés aux études de cas)

3- Contribuer aux développements de l'économie politique et des approches hétérodoxes, en particulier régulationnistes, à partir de la notion de genre

Compte tenu du positionnement de la Revue de la Régulation, sont particulièrement attendues des contributions sur les questions suivantes :

- Economie des institutions, économie des conventions, théorie de la régulation : qu'ont-elles à dire sur les études de genre en économie ?
- Les études de genre sont-elles heuristiques (ou non) pour le développement de l'économie politique ?
- Les questions de genre fondent-elles un pont interdisciplinaire, un lien entre les sciences sociales (économie, histoire, géographie, sociologie, anthropologie) ?

4- Last but not least, étudier la fabrique (genrée) des économistes et de leur attention (ou non) aux études de genre.

On dénombre quelques cours et masters consacrés aux questions de genre (davantage en sociologie qu'en économie), mais le constat global reste celui d'une place marginale accordée à ce thème dans la formation des économistes. Par ailleurs des enquêtes récentes ont souligné les difficultés pour les femmes économistes à acquérir toute leur place dans la discipline et l'espace académique.

La question de genre se pose aussi en termes de choix des thèmes, de mobilisation des techniques et méthodes de manière différenciée selon que les économistes sont des femmes ou hommes économistes.

Positionnement du dossier

Si les sociologues se sont largement saisi(e)s de la problématique du genre, les économistes, du moins du monde francophone, l'ont assez peu abordée, ou plutôt l'ont fait de manière très spécialisée, en économie du travail et de l'emploi essentiellement, à travers l'étude des inégalités salariales et de conditions de travail entre hommes et femmes, et en économie de la famille, l'articulation entre temps de travail et temps domestique étant au cœur de ces travaux.

Dans le monde anglo-saxon, la question du genre, ou de rapports sociaux de sexe, a été davantage intégrée par des économistes... femmes essentiellement. À partir d'une critique de la théorie néo-classique s'est ainsi mis en place aux Etats-Unis un courant de pensée, l'économie féministe, s'appuyant sur une association, *l'International Association for Feminist Economics (IAFFE)*, créée en 1992 à la suite du colloque de l'association américaine de sociologie, à Washington, en 1990, et en particulier de la session "Can Feminism Find a Home in Economics?".

Avant le début des années 1990, quelques ouvrages ou manifestes avaient déjà marqué l'introduction des approches en termes de genre en économie. Ainsi l'économiste Ester Boserup en 1970, dans son ouvrage *La femme face au développement économique*, cherchait à montrer que "les femmes et les hommes vivent les crises macroéconomiques, les politiques néo-libérales et les forces de la globalisation de manière différente", et ce d'autant plus dans les pays en voie de développement, où peu de politiques publiques de réduction des inégalités existent. L'ouvrage de Marilyn Waring, *If Women Counted: A New Feminist Economics*, publié en 1988, se revendiquait féministe au sens militant et déployait une critique systématique des systèmes de comptabilité nationale, des indicateurs standards de mesure de la croissance économique et de la non-prise du travail non rémunéré des femmes dans la production économique.

A partir des années 1990, le premier axe structurant la plupart des travaux anglo-saxons économistes et féministes est d'abord celui de la critique de la théorie néo-classique en général, et des écrits de Gary Becker (1981, 1991) en particulier, qui, dans *A Treatise of the Family* au nom du principe des avantages comparatifs, impliquerait et naturaliserait une spécialisation entre hommes et femmes, dans la société comme au sein de la famille. Parmi les représentantes de ce courant figure Edith Kuiper avec son ouvrage de 1995 *Out of the margin: feminist perspectives on economics*, et plus récemment celui de 2010 : *Feminist economics (critical concepts in economics)*.

Le second axe est celui de l'histoire de la pensée économique. Par exemple Michèle Pujol dans *Feminism and anti-feminism in early economic thought (1992)* examine comment l'économie politique classique britannique a considéré le rôle économique des femmes et le travail féminin, depuis Adam Smith jusqu'à Pigou, avec une attention particulière à l'ouvrage de Stuart Mill de 1869, *The Subjection of Women*.

Une des publications importantes de cette période et parfois considérée comme le manifeste de l'économie féministe est l'ouvrage de 1993, dirigé par Marianne Ferber et Julie Nelson (1993), *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, qui développe à travers une dizaine d'articles une critique des biais andro-centriques de l'économie néo-classique et du choix rationnel, et propose une réflexion sur ce que pourraient être des études de genre en économie, en

s'intéressant notamment aux relations entre socialisme et féminisme, et économie institutionnaliste et féminisme.

Si les courants classiques et néoclassiques ont donné lieu à des analyses en termes de genre, les analyses institutionnalistes originelles (allemandes, états-uniennes notamment) ont relativement moins intégré cette dimension alors qu'elles ont pu dans certains cas jouer un rôle pionnier sur le thème de la place des femmes dans l'économie. Dix ans après *Beyond Economic Man*, en 2003, un nouvel ouvrage, *Feminist economics today: beyond economic man*, dirigé par les mêmes auteures revient sur cette décennie d'économie féministe et sur les avancées faites en ce domaine, avec plusieurs contributions d'économie appliquée, dans les champs de l'éducation par exemple ou du *care*, ou encore de l'entreprise et de l'éthique des affaires. Les approches dites intersectionnelles émergent aussi progressivement avec des études mêlant discriminations de genre, études post-coloniales et discriminations dites raciales.

À côté de ce développement fort aux Etats-Unis des études de genre en économie, certains ou plutôt certaines ont pu s'interroger sur la faible prise en compte de la question du genre par les économistes en France. Ainsi, Rachel Silvera en 2001 intitulait un de ses articles « Genre et économie : des rendez-vous manqués », interrogation partagée par Fatiha Talahite (2014) lorsqu'elle s'attache à expliquer la « résistance de la science économique au genre ». En effet, le genre n'est pas étranger à l'analyse économique, sous trois aspects au moins, mais semble rester aux marges de la discipline.

Concernant l'analyse du marché du travail, de l'emploi, des salaires, et de l'articulation entre vie familiale, économie domestique et vie professionnelle, on dispose d'un certain nombre de travaux (de Rachel Silvera, d'Hélène Périvier, de Françoise Milewski, de Monique Meron, de Dominique Meurs, d'Ariane Pailhé, de Sophie Ponthieux) et d'un espace fédérateur : le Mage (MARCHÉ du travail et Genre). Créé par la sociologue Margaret Maruani en 1995, d'abord comme Groupement de recherche du CNRS, puis comme réseau de recherche pluridisciplinaire et international, constitue un lieu institutionnel fédérateur pour les travaux portant sur une relecture sexuée du marché du travail, et dispose d'une revue : *Travail, Genre et Sociétés*.

Il existe aussi en France une postérité au travail de Marilyn Waring, à travers différentes recherches révélant le caractère très andro-centré d'un certain nombre d'outils analytiques, de catégorisations statistiques, d'instruments de mesure : depuis l'analyse de la notion et de la valeur du travail domestique (Ann Chadeau, Annie Fouquet et Claude Thélot, 1981, Marlyse Pouchol et Michèle Severs, 1983) aux travaux des années 2010 sur le PIB (Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (2011) ou sur les modes de passage de l'individu au ménage dans les analyses statistiques (Thomas Amossé et Gaël de Peretti 2011).

Enfin, si le féminisme marxiste a sans doute été davantage développé aux Etats-Unis, il a aussi placé en France les rapports sociaux de sexe au cœur de son analyse, en termes de double domination des femmes, soumises à la fois à l'ordre capitaliste et patriarcal pour reprendre les formulations de Christine Delphy. Mêlant anthropologie économique et économie politique, l'ouvrage célèbre de Claude Meillassoux *Femmes, greniers et capitaux* (1975) faisait aussi un lien entre exploitation néo-coloniale et capitaliste des femmes puis des immigrés dans les pays du Sud. Ces travaux trouvent des échos récents par exemple dans certains chapitres de l'ouvrage *Le sexe de la mondialisation* (2010, sous la direction de J. Falquet et alii) selon une démarche clairement « intersectionnelle ».

Cette discussion de l'idée d'un « rendez-vous manqué » entre économie et genre incite donc à se poser plusieurs grandes questions, sur lesquelles des communications sont particulièrement attendues.

- A-t-on vraiment fait, peut-on faire l'« économie du genre » en France ? (pour reprendre le titre d'un numéro thématique de 2014 de la revue *Regards croisés sur l'économie*)
- Les approches hétérodoxes ont-elles été vraiment si silencieuses, si oui, pourquoi ? Et surtout, quelles peuvent être les perspectives heuristiques de la prise en compte du genre par les approches hétérodoxes ?
- Comment poursuivre les études d'histoire de la pensée économique avec une lecture prenant en compte les questions de genre ?
- Comment explorer d'autres domaines que celui de l'emploi et de la famille au prisme du genre (en économie monétaire, en économie industrielle, en économie de l'environnement, par exemple...) ?

La *Revue de la régulation* espère que cet appel intéressera des auteurs déjà spécialistes du sujet comme de nouveaux auteurs souhaitant se pencher sur cette question.

Coordonné par

Cécile Lefèvre, Cerlis, Université Paris Descartes et Ined, cecile.lefevre@parisdescartes.fr

Thomas Lamarche, Ladyss, Université Paris Diderot thomas.lamarche@univ-paris-diderot.fr

Les personnes intéressées devront envoyer **un résumé de 2000 mots + principales références bibliographiques pour le 15 mars 2018** aux adresses suivantes cecile.lefevre@parisdescartes.fr ; thomas.lamarche@univ-paris-diderot.fr ; regulation@revues.org.

Les résumés retenus par le comité de rédaction donneront lieu à des articles qui pourront être rédigés en français ou en anglais et ne devront pas dépasser 10 000 mots/60 000 caractères. Ils devront être remis au plus tard le 31 août 2018.

Les normes de publication sont consultables [sur le site de la revue : http://regulation.revues.org/1701](http://regulation.revues.org/1701)

Références bibliographiques

Amossé, T., De Peretti G. (2011), « Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps », *Travail, genre et sociétés*, vol. 26, no. 2, 2011, p. 23-46.

Becker G. S., (1981, 1991 ed. augmentée), *A Treatise on the Family*. Cambridge, MA, Harvard University Press.

Boserup E. (1970), *Woman's Role in Economic Development*, London and New York, Earthscan (Trad. française 2001 : *La Femme face au développement économique* (avec Marie-Catherine Marache), Paris, PUF).

Chadeau A., Fouquet A., Thélot C. (1981), « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Economie et statistique*, n°136, p. 29-42.

Delphy C. (1998), *L'ennemi principal* (Tome 1) : *économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.

Falquet J., Hirata, H., Kergoat D., Labari B., Lefevre N., Sow F. (2010), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*. Paris : Les Presses de Sciences Po. 278 p.

- Ferber M., Nelson J., 1993, *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, Chicago, The Chicago University Press, 186 p.
- Ferber, M., Nelson, J. A (2003), *Feminist economics today: beyond economic man*, Chicago, The Chicago University Press, 218 p.
- Jany-Catrice F., Méda D., 2011, « Femmes et richesse : au-delà du Pib », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, p. 147-171.
- Kuiper, E., Sap, J., Feiner, S., Ott, N., Tzannatos, Z., 1995, *Out of the margin: feminist perspectives on economics*, London New York, Routledge.
- Kuiper, E., Barker, D. K., 2010, *Feminist economics (critical concepts in economics)*, Milton Park, Abingdon, Oxon New York, Routledge.
- Maruani M., Meron M., *Un siècle de travail des femmes en France : 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012, 229 p.
- Meillassoux C. (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero.
- Meurs D., Pailhé A., Ponthieux S., (2014), « Quels effets des enfants sur les rémunérations et les carrières des mères », numéro thématique de *Regards croisés sur l'économie* : « Peut-on faire l'économie du genre ? », n°15, p. 197-210.
- Milewski F., Périvier H. (2010), dir de numéro thématique, « Les discriminations entre les hommes et les femmes », *La Revue de l'OFCE*, n°114, juillet.
- Périvier H. (2014), "Men and Women during the economic crisis", numéro thématique de la *Revue de l'OFCE European labour markets in times of crisis. A gender perspective*, n°133, avril.
- Ponthieux S. « L'information statistique sexuée dans la statistique publique : état des lieux et pistes de réflexion ». Rapport pour la Ministre des Droits des Femmes. INSEE, octobre 2013.
- Pouchol M., Severs M., 1983, *Travail domestique et pouvoir masculin*, Paris, éditions du Cerf.
- Pujol, M.A., 1992, *Feminism and anti-feminism in early economic thought*. Aldershot, Hants, England Brookfield, Vermont, USA, Edward Elgar.
- Silvera R. (2001), "Genre et économie, des rendez-vous manqués", *Travail, genre et sociétés*, n° 6, p. 123-143.
- Talahite F. (2014), « Genre et théorie économique », numéro thématique de *Regards croisés sur l'économie* : « Peut-on faire l'économie du genre ? », 15 (2), p. 13-28.
- Waring M. (1988), *If Women Counted: A New Feminist Economics*, San Francisco, Harper & Row.